



Renforcer la société civile dans un monde instable

Déclaration de Berlin de la CSPPS 2024

Publié dans le cadre de la conférence annuelle de la CSPPS 2024 - 4 juin 2024

La Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS), un réseau mondial d'organisations de la société civile (OSC) soutenant les efforts de consolidation de la paix et de prévention des conflits dans les contextes fragiles et touchés par les conflits, s'est réunie pour sa conférence annuelle à Berlin, en Allemagne, le 4 juin 2024.

Dans ce contexte, nous exprimons notre inquiétude face au nombre de crises en cours. Nous assistons à l'éclatement de conflits dans de nombreuses régions du monde qui entraînent des violations des droits de l'homme, des déplacements, des pertes humaines et toutes sortes d'abus. Le nombre de morts à Gaza, en Ukraine, au Soudan et en Éthiopie ne cesse d'augmenter, atteignant des taux alarmants. Alors que des groupes armés sèment la terreur en République démocratique du Congo, des gangs s'emparent d'Haïti, régnant par la peur et l'insécurité.

Reconnaissant que ces crises sont alimentées et exacerbées par des menaces croisées telles que le changement climatique, l'inégalité de genre, la santé et l'insécurité alimentaire, il convient de noter que les menaces pour la paix et la sécurité internationales sont nombreuses et variées et que la prévention des conflits et la consolidation de la paix doivent être solidement intégrées dans les programmes ciblant les États fragiles et touchés par des conflits. La sensibilité aux conflits et l'approche "ne pas nuire" ne sont pas suffisantes. La prolifération des armes, la corruption généralisée et la désinformation, qui alimentent la dynamique de la violence, rendent difficile l'établissement ou le maintien d'une paix durable. Si les régimes militaires et autocratiques sont plus enclins à la violence, les pays démocratiques ne sont pas épargnés. La montée du populisme et la crainte d'un changement démographique dû aux déplacements et aux réfugiés provoqués par les conflits augmentent dans les États démocratiques, notamment aux États-Unis et en Europe. En outre, le retour de bâton contre les droits des femmes, que l'on observe non seulement en Afghanistan, mais aussi, par exemple, en Pologne et aux États-Unis, montre que l'égalité universelle ne peut être considérée comme acquise et que la recherche d'un soutien à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix doit être permanente à l'échelle mondiale.

Déplorant l'insuffisance des efforts déployés pour prévenir et résoudre ces menaces à la paix et à la sécurité internationales. Le droit international et le droit international humanitaire sont bafoués, ce qui permet à ces groupes d'agir avec inhumanité et impunité. L'incapacité de la communauté internationale à soutenir les processus politiques visant à prévenir et à résoudre ces conflits et ceux à venir, malgré les appels lancés par les organisations de la société civile et d'autres, témoigne d'une faille dans le système international. Plus important encore, les ressources disponibles n'atteignent pas les populations vulnérables et toutes les dimensions de la sécurité humaine ne sont pas traitées de la même manière. Le financement de la paix et de la sécurité internationales se concentre sur les ressources militaires, alors que la consolidation de la paix et la prévention des conflits devraient être la priorité absolue.

Reconnaissant que, tout au long des crises actuelles, les organisations de la société civile jouent un rôle important et apportent une contribution unique en prônant le dialogue et la réconciliation, en œuvrant à la prévention des conflits et des crises et en construisant la paix. Nous reconnaissons également que les contextes fragiles et touchés par des conflits constituent une priorité. Des institutions inefficaces ne parviennent pas à maintenir l'État de droit et l'ordre. Par conséquent, elles ne protègent pas les populations et permettent à la violence de se propager. En s'engageant auprès de diverses parties prenantes et en s'occupant des groupes marginalisés, les organisations de la société civile visent à garantir que la paix, lorsqu'elle est atteinte, soit inclusive et durable.

Témoins du rétrécissement de l'espace civique et politique, qui entrave la capacité des acteurs de la société civile à réagir et à agir en temps voulu ; observant le manque de soutien gouvernemental et international aux organisations de la société civile, qui deviennent même la cible d'attaques violentes, nous rappelons que la paix ne peut être obtenue que par un travail collectif, et que les paroles doivent être suivies d'actes. Les approches décousues et non coordonnées ne parviendront pas à établir une paix durable et globale, en particulier tant que le travail d'acteurs cruciaux, tels que les OSC, sera semé d'embûches.

Rappelant les engagements du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS) dans la Vision de paix de l'IDPS 2022-2024¹, nous affirmons l'engagement de l'Agenda 2030² en faveur de sociétés pacifiques, justes et inclusives (englobées dans l'ODD 16), et nous réaffirmons notre engagement envers les principes d'efficacité du développement des OSC d'Istanbul³.

Soulignant l'importance d'une action accélérée à l'appui de l'Agenda 2030 pour le développement durable et reconnaissant la valeur unique du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS) dans ce contexte, nous reconfirmons l'importance d'une collaboration tripartite entre les gouvernements du g7+, les donateurs INCAF et la société civile (CSPPS) dans la promotion de la prévention des conflits et le maintien de la paix.

Compte tenu de ces considérations, la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État souligne l'importance pour tous les acteurs concernés de s'engager à respecter les recommandations essentielles suivantes :

1. Renforcer les acteurs de la société civile

Une société civile dynamique est un indicateur essentiel de la santé d'une démocratie cohésive qui fonctionne bien et il est vital que les organisations de la société civile soient une priorité significative qui se manifeste à la fois par le soutien et la protection de leur espace et par des ressources solides. Les gouvernements disposent des ressources nécessaires pour investir dans des sociétés pacifiques, justes et inclusives et il est essentiel qu'un soutien plus important soit accordé aux OSC. Un soutien insuffisant et la méfiance à l'égard du travail des acteurs de la société civile menacent de saper les efforts accomplis par les OSC. Le financement n'est pas le seul moyen pour les gouvernements de renforcer leur soutien aux acteurs de la société civile, mais ils peuvent également promouvoir leur rôle en s'engageant plus étroitement avec eux. Les gouvernements et les institutions internationales sont encouragés à réduire la distance entre les OSC et les processus et mécanismes officiels de prise de décision en offrant davantage de points d'entrée pour une inclusion significative. Par conséquent, la présente déclaration appelle tous les acteurs de la paix à faciliter le travail des OSC en créant un environnement favorable et en développant des partenariats solides.

¹ [IDPS New Vision Launch 2022-2024 - IDPS \(pbsbdialogue.org\)](#)

² A/RES/70/1 - Transforming our world: [the 2030 Agenda for Sustainable Development](#)

³ [Istanbul CSO Development Effectiveness Principles](#)

Intégrer la prévention des conflits et la consolidation de la paix dans les programmes et les politiques dans tous les États fragiles et touchés par un conflit. Les analyses sensibles au conflit et le principe de ne pas nuire ne sont pas suffisants. La prévention des conflits et la consolidation de la paix doivent être centrées et favorisées dans tous les secteurs, y compris la santé, le climat et la sécurité alimentaire. Nous appelons tous les donateurs et les parties prenantes à exiger une intégration solide des conflits.

2. Renforcer et revitaliser la coopération et la programmation multidimensionnelles en faveur de la paix internationale

La coopération internationale en matière de prévention des conflits et de consolidation de la paix est essentielle et devrait être au cœur de nos efforts de collaboration, mais elle n'est pas suffisamment appliquée. Le suivi et l'examen de l'Agenda 2030 pour le développement durable via les processus d'examen national volontaire (ENV) est un exemple de la manière dont la collaboration entre les gouvernements et les autres parties prenantes [y compris la société civile] devrait et peut se faire. La réalité montre souvent un déséquilibre des pouvoirs et l'exclusion des acteurs de la société civile dans ces processus. Les autorités et les institutions gouvernementales sont invitées à réduire les barrières et les obstacles que les OSC peuvent rencontrer lorsqu'elles tentent de s'associer et de collaborer avec elles. Les injustices du système international doivent être activement combattues et des réformes doivent être engagées. Le travail en faveur de la paix, de la justice et de l'inclusion doit être mené dans le cadre d'un effort commun, les différentes parties prenantes devant faciliter le travail de l'autre plutôt que de l'entraver.

3. Donner la priorité aux approches et aux solutions locales

Les OSC ont un rôle clé à jouer dans la mise en place d'approches locales. La proximité des OSC avec les communautés leur permet de proposer des solutions adaptées aux réalités et aux contextes locaux, et qui s'appuient sur les ressources et le leadership locaux. Les pratiques culturelles et les défis structurels entravent le financement direct des actions locales de consolidation de la paix et de prévention des conflits, limitant ainsi les changements efficaces et durables. Il est important que les parties prenantes concernées soutiennent cette approche non seulement par la rhétorique, mais aussi en veillant à ce que leurs politiques, leurs pratiques et leurs opérations facilitent les approches locales.

4. Renforcer la résilience

Les pays en situation de fragilité et de conflit ne sont pas obligés de connaître des conflits violents. Les sociétés résilientes sont un antidote contre les dynamiques de conflit. Les sociétés présentant des niveaux élevés de cohésion sociale (confiance dans les institutions et promotion de relations et de capitaux sociaux solides) résistent mieux aux chocs et aux conflits, tandis qu'une cohésion sociale plus faible peut conduire à des conflits violents et à l'instabilité. Aujourd'hui, la cohésion sociale et la confiance diminuent rapidement à l'échelle mondiale. Nous appelons les donateurs et les autres parties prenantes à donner la priorité au rétablissement de la confiance et de la cohésion sociale afin d'accroître la résilience d'un pays face aux conflits et à la violence.

Parmi les pays les plus touchés par la crise climatique, une grande majorité est également affectée par des conflits violents (IRC Watchlist 2023). Il est important de reconnaître que la paix est étroitement liée à la crise environnementale et qu'elle doit être systématiquement associée aux initiatives climatiques. Toutefois, l'action et la justice climatiques ne doivent pas se faire au détriment de la consolidation de la paix. L'engagement dans les politiques environnementales est une étape nécessaire vers des sociétés plus pacifiques, plus justes et plus inclusives, à condition qu'il complète plutôt qu'il n'affaiblisse les efforts de consolidation de la paix.

5. Inclusion des groupes marginalisés

La participation économique et politique, la sécurité sociale et la santé, l'accès aux ressources et l'accès à la justice favorisent la cohésion sociale. Ils peuvent prévenir les crises et la violence s'ils sont ouverts à la société civile représentant les groupes marginalisés. Leur participation et leur engagement dans le contexte de la consolidation de la paix, des négociations de cessez-le-feu et des négociations de paix peuvent prévenir de nouvelles violences et ouvrir la voie à une paix durable. Une transformation non violente qui surmonte les structures et les schémas de pouvoir traditionnels (y compris ceux qui ont évolué au cours de l'histoire et les structures postcoloniales), les hiérarchies et les inégalités entre les sexes et qui remet en question les schémas de pensée militarisés contribue à créer les conditions-cadres mondiales qui éliminent les injustices mondiales dans la distribution des ressources et la répartition du pouvoir, car elles font obstacle au développement durable et aux politiques de paix.

6. Relever d'urgence les défis auxquels les OSC sont confrontées

Les acteurs de la société civile sont confrontés à des défis croissants à l'échelle mondiale. Le rétrécissement de l'espace civique constitue une menace imminente pour la paix et la sécurité. Les attaques contre les OSC, qu'elles soient physiques ou qu'elles visent à délégitimer leur travail, doivent être traitées de toute urgence. L'augmentation de la collecte de données concernant ces phénomènes permettrait de les signaler et de les appréhender de la manière la plus efficace possible afin de trouver des solutions.

7. Promouvoir et protéger la collecte de données

L'analyse des données devrait être davantage valorisée et protégée. Des efforts accrus de sensibilisation devraient être déployés pour promouvoir l'utilisation des données par les décideurs politiques afin d'élaborer des politiques de paix et de sécurité. À l'ère du numérique, les cyberattaques constituent une véritable menace pour la paix et la sécurité et doivent être combattues. Une plus grande transparence dans la collecte et l'utilisation des données contribuera à renforcer la confiance du public.

For more information on **Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding (CSPPS)**:

[E-mail](#) | [Website](#) | [Facebook](#) | [Twitter](#) | [LinkedIn](#) | [Instagram](#)